

“Je chante pour mon vallon en souhaitant
que dans chaque vallon un coq en fasse autant.”

Edmond Rostand - *Chanteclerc*

N° 13

Mars 2025 - S1

Le Chant du Coq

HEBDO

Hebdomadaire
libre,
gratuit,
indépendant
à partager !

Ecrivez-nous sur
info@chantducoq.com !

AFD : CQFD

La France qui ne sait plus quoi faire de ses richesses que nous savons illimitées, a créé un organisme dispendieux : l'AFD

(Agence Française de développement) qui va transférer cet argent surabondant à des pays qui n'ont pas notre chance. Comme la Chine par exemple (première puissance mondiale avec les USA). Ou la mauritanie pour qui 200 chameaux ont été achetés pour l'aide contre le djihadisme (si, si). Ou bien en-



core dix millions d'euros à l'Ethiopie, qui avait bien besoin qu'on l'aide pour réduire l'inégalité de genre dans le secteur électrique, vive les éthiopiennes branchées. Et pour faire bonne mesure, on leur a livré des mixeurs électriques pour des écoles qui n'ont pas l'électricité (véridique). Ou 13,8 millions pour l'égalité de genre dans l'industrie textile au Bangladesh. Je passerais volontiers sur les 25 millions d'euros donnés pour la rénovation de 56 quartiers défavorisés, si ils avaient été investis en France, mais non bien sûr, nos quartiers se portent à merveille, c'est en Algérie. Ce pays qui nous aime tant, il est bien normal de l'aider, même si les mauvaises langues diront que les écrivains n'y ont pas tous la cote. On va même aider une banque publique indonésienne (PT SMI) pour plus de 250 millions d'euros pour l'aide à la «transition climatique».

Cet altruisme de l'Etat français va coûter cette année 15 milliards d'euros, soit 5 hôpitaux flambants neufs. Certains rétorquent qu'il s'agit d'investissements, cependant la grande majorité des aides est destinée aux pays du Sahel et la République du Congo, chez qui nos ambassades sont, soit fermées, soit brûlées. D'ailleurs on voit bien l'amour que nous porte toute cette région. Aujourd'hui la dette totale de l'AFD, qui n'est pas vraiment notée AA+, est de 50 milliards, histoire de faire un compte rond. La bonne nouvelle (je rigole), c'est que ce n'est pas comptabilisé dans la dette de l'Etat qui s'est arrangé pour être minoritaire dans cette structure. Sinon, c'était 50 milliards de dettes en supplément. Vous me direz, avec 3 000 milliards de dettes, on n'est plus à 50 près, certes mais les petits ruisseaux font les grandes rivières, même les écologistes les plus extrémistes en conviendront. Rémy Rioux le DG de l'AFD, macroniste convaincu, est passé par Bercy et le Quai d'Orsay qui sont ses 2 ministères de tutelle. Il sait tellement jongler entre les deux, pour se dédouaner de l'un comme de l'autre, que même la Cour des Comptes ne sait pas ce qui est fait de ces sommes considérables. Selon Guillaume Bigot (membre de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée), ce Rémy Rioux serait «en roues libres» et dirait que l'AFD est là pour se faire des amis à l'international. Quand on paye pour avoir des amis, c'est qu'on est mal, et quand on voit combien ces «amis» nous le rendent, c'est qu'on est vraiment très mal. On pourrait se demander par quelle énigme la France est arrivée aujourd'hui à la ruine, l'AFD nous donne un bon indice.

C8 : KO

Une première en France, et pas des moindres, la fermeture de façon autoritaire d'une chaîne de télévision privée (en fait 2 avec NRJ12, qui est là avec C8 comme excuse ou faire valoir). Jusque-là, seuls les pays autoritaires ou totalitaires, avaient osé une telle atteinte à la liberté de la presse et à la liberté d'expression. Quand ça se passe en Algérie ou en Russie, nombreux sont ceux qui protestent avec véhémence et fougue, mais là les

courageux journalistes, intellectuels ou hommes politiques se sont fait rares. A part, à droite : réaction de Nicolas Dupont-Aignan : « L'Arcom et le Conseil d'Etat se discréditent une fois de plus. La censure frappe C8 et NRJ 12. En France, en 2025, exprimer ses opinions devient un combat et non plus un droit. » Ils sont devenus étrangement muets devant ce scandale national. Tout le monde sait que c'est un acte politique, même si Macron s'en défend. Jamais BFM TV n'aurait pu connaître le même sort. Jamais. C8 était la première chaîne de la TNT. On a le droit de ne pas aimer certain catholique breton ou autre juif tunisien, éléments clés de ladite chaîne mais la supprimer aux millions de téléspectateurs qui la regardaient régulièrement, demeure un acte qui me semble stupéfiant. Je savais que l'exécutif actuel osait tout (comme disait Audiard, c'est même à ça qu'on le reconnaît), mais là... Jamais je n'aurais imaginé qu'il aille aussi loin. La conclusion du Conseil d'Etat laisse pantois : « L'Arcom n'a pas commis d'illégalité dans son analyse qui l'a amenée à écarter C8 ». la justice administrative sert à protéger les libertés publiques devant l'arbitraire de l'Etat et non pas l'inverse. 400 personnes sur le carreau chez C8, pas un syndicat pour protester, pas une voiture brûlée, la gauche idiote sabre le champagne.



«On» n'a pas aimé que Cyril Hanouna reçoive les gilets jaunes dans son émission et leur donne la parole. Il affirme enfin que « un dossier monté en amont » aurait été orchestré par Alexis Kohler, premier secrétaire général de l'Élysée. L'ARCOM est un des rouages de la censure d'Etat, son président, Martin Ajdari, a été nommé par Emmanuel Macron. Ajdari est un haut fonctionnaire «woke» qui, en 2020, a lancé la mission «diversité» à l'Opéra de Paris pour réduire le nombre de blancs et recruter davantage de diversité. Le journaliste du JDD Jules Torres révèle une conversation qu'il a entendue, ce 21 février dans un restaurant, au cours de laquelle trois représentants de l'Arcom auraient affirmé : « On nous a demandé de virer Cyril Hanouna, on l'a fait, on a fait notre boulot. ». Voilà qui montre bien la neutralité et la bienveillance de l'agence de régulation des médias, la soumission du Conseil d'Etat et la mainmise du pouvoir sur les médias. Hanouna n'est pas ma tasse de thé, mais l'Etat s'est tiré une balle dans le pied au pire moment et Hanouna continuera de faire l'amuseur au sein de l'excellent Groupe M6 n'en déplaît aux petits hommes gris.

info@chantducoq.com

IPC 2024

La publication de l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) 2024 par Transparency International révèle une dégradation alarmante et inédite de la situation française.

La France tombant à la 25^{ème} position, dix rangs derrière l'Allemagne, pour atteindre un score de 67. Cette baisse, sans précédent depuis la création de l'indice en 1995, met en lumière des failles structurelles dans la lutte contre la corruption. Le constat de Trans-



parency International est sans appel : la France risque de perdre le contrôle de la corruption. L'IPC s'appuie sur 13 sources de données qui recueillent les avis d'experts et de dirigeants d'entreprise à travers le monde sur divers comportements corruptibles dans le secteur public. Il constitue un outil unique à l'échelle internationale pour analyser la corruption dans plus de 180 pays. Elle place la France en dessous de la moyenne des pays catégorisés comme pleinement démocratiques (indice moyen de 73) ainsi que celle des Etats qui présentent un espace civique ouvert (indice moyen de 70). La perception de la corruption en France découle en partie de la représentation des Français vis-à-vis des décideurs politiques. L'exécutif paraît avoir définitivement renoncé aux promesses, pourtant louables, de 2017 concernant la construction d'une République exemplaire. Le nombre de Ministres et députés mis en examen et leur maintien dans leurs fonctions, les manœuvres et associations politiques contre nature, la remise en question des règles de non-cumul des mandats, l'instabilité politique qui a marquée l'année 2024, la toute puissance des lobbies, n'aident pas à donner un blanc-seing au pouvoir en place. La corruption s'est imposée dans les débats en lien avec la lutte contre le trafic de drogue, rendant visible les risques de pénétration de la criminalité organisée dans la sphère publique. Pour sa part, le très médiatique scandale Nestlé-Walters a révélé les implications concrètes pour la santé des consommateurs et l'environnement de pratiques corruptives. Nous souffrons d'un manque criant de moyens alloués à la justice et d'une politique publique de lutte contre la corruption qui semble bien limitée. Les ressources allouées au PNF (Parquet National Financier) restent notoirement insuffisantes. L'indépendance du Parquet pasdoit aligner le statut de ses magistrats sur celui des magistrats du siège. Il faudrait obliger les parlementaires, les membres du gouvernement et leurs conseillers à rendre publics leurs rendez-vous avec les groupes d'intérêt (lobbies). Les affaires liées aux ministres et conseillers d'Emmanuel Macron pour offrent un bon échantillonnage des progrès à réaliser. Médiapart a pointé du doigt les 26 ministres ou proches collaboratrices ou collaborateurs d'Emmanuel Macron impliqués dans des affaires politico-financières depuis 2017. Kohler, Dati, Bergé, Tabarot, Le Maire, Firmin Le Bodo, Schiappa, Dupont-Moretti, Delevoye, Blanquer, Benalla, Ferrand,... Et tant d'autres. Tu parles d'une république exemplaire !

LEM